



**Philosophie :** Un « selfie » au massacre de la **Saint-Barthélemy** Page B 6

**Michel David :** Quelle foi accorder aux engagements de PKP? Page B 3

**Manon Cornellier** et les finances publiques à Ottawa Page B 2

# PERSPECTIVES

CAHIER B › LE DEVOIR, LES SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 OCTOBRE 2014



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Pierre Karl Péladeau a quitté le Salon bleu jeudi avant le vote sur la motion présentée par la CAQ.

COURSE AU PQ

## Faux pas dans une nouvelle vie

Les libéraux soutiennent dur comme fer qu'ils entendent ne pas se mêler de la course à la direction du Parti québécois. C'est vrai qu'ils tiennent déjà pour acquise la victoire de Pierre Karl Péladeau. Une victoire qui, dans le grand ordre des choses, pourrait faire leur affaire. On veut bien lui nuire, mais pas trop: il ne faut pas qu'il se désiste.

ROBERT DUTRISAC  
Correspondant parlementaire à Québec

Quand les libéraux ont appris que la Coalition avenir Québec allait présenter une motion, mercredi, pour demander au gouvernement de modifier la Loi sur le Code d'éthique et de déontologie des parlementaires afin d'empêcher un député d'occuper ses fonctions s'il détient un intérêt majoritaire dans un média, les stratèges libéraux se sont dit: « Ah non! Pas encore. Les caquistes ne sont pas stratégiques: toujours prêts à sortir le bazooka pour réaliser des gains immédiats sans penser plus loin que leur nez. »

Il faut dire que l'occasion était belle pour les caquistes de sauter dans le train que Jean-François Lisée avait lancé lors de la Conférence des présidentes et des présidents du PQ. Déjà, en campagne électorale, François Legault avait attaché le grelot en exigeant que Pierre Karl Péladeau vende ses actions. Mais la sortie du député frondeur a donné beaucoup d'élan à une position que le chef caquiste ressassait depuis des mois.

C'est avec réticence que les libéraux ont voté pour la motion caquiste. Dans un monde idéal, ils auraient bien voulu réserver l'essentiel des salves non pas contre PKP le simple député de Saint-Jérôme, mais contre PKP le chef du Parti québécois.

### Débat de société

S'ils ont voté pour cette motion qu'ils jugeaient prématurée, c'est qu'ils ont obtenu de la CAQ qu'elle appuie la tenue d'une commission parlementaire pour faire du cas Péladeau « un débat de société absolument fondamental », a affirmé mercredi le premier ministre Philippe Couillard à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire « la relation entre ce qu'on appelle le quatrième pouvoir, les médias, et les autorités gouvernementales ou les gens en responsabilité parlementaire ».

Le leader parlementaire du gouvernement, Jean-Marc Fournier, s'est découvert un intérêt marqué pour les débats sur l'indépendance journalistique. Ce « débat de démocratie

qui se soulève dans la population » va « happer » le leader parlementaire péquiste, Stéphane Bédard, il va « happer » le Parti québécois, a-t-il déclaré, sans qu'on sache trop si se faire happer signifiait pour lui se faire frapper, devenir la victime d'une sorte de choc des idées.

Lors du débat sur la motion mercredi, Jean-Marc Fournier a évoqué un projet législatif ambitieux: la commission parlementaire, où seront entendus la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, le Conseil de presse du Québec, des universitaires patentés et experts des médias, pourrait déboucher sur des propositions de modifications non seulement de la Loi sur le Code d'éthique des parlementaires, mais aussi de la Loi sur l'Assemblée nationale et de la Loi sur l'exécutif.

### D'autres consultations

Ce branle-bas de combat législatif, auquel s'opposent vivement les péquistes, donnerait lieu à d'autres consultations en commission parlementaire: l'enjeu serait encore bien vivant — et pour des mois encore — au moment de l'élection d'un magnat de la presse à la tête du PQ le printemps prochain. On a même évoqué l'idée que ces projets de loi qui régissent les élus soient adoptés sans l'appui de l'opposition péquiste, les trois autres partis formant un « consensus » qui regroupe plus de 75% des élus de l'Assemblée nationale.

Mais, au lendemain du débat sur la motion, Philippe Couillard a mis le holà à cette stratégie. Le premier ministre a dit qu'il voulait éviter un « déchirement partisan qui va laisser les citoyens amers ». Il croit que Pierre Karl Péladeau devra choisir et que la réalité politique le rattrapera. Et si son choix, c'est de conserver son « patrimoine légué par son père », comme il le dit, il sera jugé par les militants péquistes, puis par la population.

Ça ne date pas d'hier que la CAQ se fait accuser par les libéraux de manquer de sens stratégique. Mais en présence de PKP, caquistes et libéraux ne partagent pas du tout les mêmes intérêts stratégiques, souligne-t-on

dans l'entourage de François Legault.

Le candidat Péladeau, avec son poing en l'air, a donné non seulement la victoire aux libéraux aux dernières élections, mais un gouvernement majoritaire, fait-on observer.

On ne le cache pas: l'arrivée de Pierre Karl Péladeau à la tête du PQ serait de mauvais augure pour la CAQ. D'abord, son profil de chef d'entreprise est semblable à celui de François Legault. En outre, tout comme François Legault, le magnat est perçu comme étant au centre droit de l'échiquier politique, bien qu'il fasse des pieds et des mains pour se montrer plus à gauche.

### Des craintes

Mais surtout, avec Pierre Karl Péladeau à la tête du PQ, la perception que l'indépendance se rapprocherait serait plus forte. Les libéraux ressortiraient la carte du référendum imminent, polarisant ainsi l'électorat, au détriment du deuxième parti, la CAQ. Oui, c'est vrai, les caquistes ont peur de PKP.

Aux yeux de François Legault, plusieurs inconnues subsistent au sujet du nouveau venu. Ainsi, Pierre Karl Péladeau, à la tête du PQ, dirigerait un parti fondé par un journaliste alors qu'il ne daigne pas, le plus souvent, répondre à la presse, se contentant de s'exprimer sur le média narcissique Facebook, fait-on remarquer. Impossible aussi de prévoir l'effet célébrité du couple Snyder-Péladeau en politique, une première au Québec, ajoute-t-on.

Avant que le débat sur la motion ne commence mercredi, Pierre Karl Péladeau, de façon théâtrale, s'est retiré du Salon bleu, invoquant l'article 25 du Code d'éthique qui dit, en substance, que si une question dans laquelle un député a un intérêt personnel est abordée, il est tenu de le déclarer et de se retirer. La même mise en scène, signée par le leader parlementaire péquiste, Agnès Maltais, s'est répétée le jour du vote, jeudi. Or, c'est précisément cet article que Pierre Karl Péladeau a reconnu avoir enfreint en intervenant au sujet du studio Mel's. « J'avoue qu'il s'agit d'un nouvel environnement pour moi ainsi que d'une nouvelle vie », disait-il, mercredi, de la politique. Il ne pouvait mieux dire. Les libéraux pourraient avoir à revoir leur jugement sur PKP.

### GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE

## Pourquoi la Turquie ne vient-elle pas au secours des Kurdes ?

Le groupe État islamique est en passe de reprendre la ville kurde de Kobané, en Syrie. L'assaut des djihadistes dans cette région frontalière de la Turquie a poussé quelque 300 000 habitants à fuir, dont plus de 200 000 ont trouvé refuge en Turquie.

Ankara a massé des troupes à la frontière. Son Parlement a voté, le 2 octobre, un dispositif permettant au gouvernement d'intervenir militairement en Irak et en Syrie pour lutter contre l'EI. Pourtant, les forces turques ne portent pas secours aux combattants kurdes qui défendent la ville. Pourquoi ?

Kobané appartient à la région du nord-est de la Syrie, majoritairement peuplée de Kurdes, qui a proclamé son indépendance vis-à-vis du régime syrien en novembre 2013. Les Kurdes, 30 à 40 millions de personnes divisées entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran, forment un peuple sans État. Mais l'embryon d'un Kurdistan indépendant est aujourd'hui en train de voir le jour. Il est contrôlé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et sa branche politique syrienne, le PYD (Parti de l'union démocratique). Ce sont les forces armées de ce parti, les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui défendent Kobané.

Depuis juillet 2012, tout en ménageant le régime de Bachar al-Assad, ces mouvements s'emploient à établir en Syrie leurs propres institutions. S'appuyant sur des méthodes répressives, ils entendent défendre un projet de société mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'intégration des minorités religieuses et une certaine forme d'autogestion locale. La Turquie s'en inquiète.

Fondé en Turquie en 1978, le PKK mène une guerre d'indépendance contre l'armée turque qui a fait plus de 40 000 morts en 30 ans. Le gouvernement d'Ankara craint l'émergence d'un État kurde autonome à sa frontière, dirigé par cet ennemi acharné. Il se dit ainsi au moins autant menacé par le PKK que par le groupe État islamique, sinon plus. « L'EI et le PKK, c'est la même chose », ne cesse ainsi de répéter le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

### Le processus de paix turc menacé

Depuis janvier 2013, Ankara et le PKK se sont engagés dans un processus de paix historique. Une trêve a été décrétée. Le gouvernement négocie, à travers la vitrine légale de la rébellion kurde en Turquie, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), avec son chef, Abdullah Öcalan. Celui-ci purge depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali, en Turquie. Mais ces négociations, impopulaires en Turquie, piétinent.

Le gouvernement turc a engagé les négociations alors que les Kurdes de Syrie prenaient déjà le large. Il craint qu'en se renforçant en Syrie, le PKK ne puisse dicter de nouveaux termes. La Turquie demande ainsi notamment que l'autorité kurde en Syrie s'ouvre aux autres mouvements kurdes et se désolidarise du PKK.

VOIR PAGE B 3 : KOBANÉ



Des chars d'assaut turcs cette semaine tout près de Kobané où se déroulaient de violents combats.

## PERSPECTIVES

## Le prix d'une obsession



MANON CORNELLIER  
à Ottawa

Le gouvernement du Québec a décidé de s'attaquer au déficit sans faire de quatrains. Et il veut aller vite. Cela a un prix, comme on le voit à Ottawa depuis quatre ans. Le gouvernement conservateur a fait du retour à l'équilibre budgétaire avant les prochaines élections une idée fixe.

Il est sur le point de remporter son pari. Cette semaine, le ministre des Finances a rendu public le bilan financier du gouvernement fédéral pour l'année 2013-2014. Le déficit, au 31 mars dernier, était de seulement 5,2 milliards, soit 13,2 milliards de moins que prévu dans le budget 2014.

Comment cela est-il possible? Les revenus ont augmenté au-delà des espérances du gouvernement, c'est vrai, mais les dépenses ont aussi chuté. Les compressions font leur œuvre et, comme les transferts aux particuliers et aux provinces ne sont pas touchés, ce sont les dépenses de programmes qui écopent. Selon un rapport récent du directeur parlementaire du budget (DPB), les dépenses de fonctionnement du gouvernement ont atteint un creux historique.

L'Etat fédéral rétrécit. En chiffres, cela ressemble à ceci: le DPB prévoit que les mesures d'austérité prises depuis 2010, et surtout 2012, généreront des économies récurrentes totalisant 14,6 milliards cette année.

À ce rythme, Ottawa pourrait afficher un surplus de 5 milliards d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2015, estiment les économistes de la Banque TD dans un rapport rendu public cette semaine. Si Ottawa ne change pas son cadre fiscal ni ses dépenses, il pourrait cumuler jusqu'à 56 milliards de surplus d'ici 2018-2019. Pendant ce temps, note le DPB dans son dernier rapport sur la viabilité financière du gouvernement fédéral, les provinces vont en arracher pour faire face aux conséquences financières du vieillissement de la population.



Le rouleau compresseur est donc passé et on en voit de plus en plus les effets. Le gouvernement résiste à présenter un portrait d'ensemble de l'impact de ses compressions sur les politiques, programmes et services aux citoyens, mais il y en a un. On le découvre à la pièce cependant.

Cette semaine, c'était le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, qui nous apprenait que les mesures budgétaires ont eu des répercussions sur les communautés de langue officielle. On a, entre autres, coupé les fonds qui leur permettaient de participer à des activités de recrutement des immigrants.

La commissaire à l'environnement et au développement durable, Julie Gelfand, a pour sa part montré, mardi, comment le manque de ressources empêche la Garde côtière et le Service hydrographique du Canada de se préparer adéquatement à l'accroissement du trafic maritime dans l'Arctique.

L'enquêteur correctionnel Howard Sapers, qui publiait son rapport annuel mercredi, a lui aussi noté que les pressions que subit Service correctionnel Canada découlent en partie de ses moyens limités pour faire face à l'afflux de détenus, à la complexité des cas et aux besoins en matière de réinsertion.

L'OCDE, de son côté, a publié cette semaine un rapport sur l'aide publique au développement (APD). De tous les pays recensés, il n'y a que le Portugal qui ait fait pire que le Canada. Le budget canadien de l'APD a baissé de 11,4% entre 2012 et 2013.



Alléchés par les surplus à venir, les conservateurs, eux, font déjà des annonces très ciblées et potentiellement rentables sur le plan électoral.

À la mi-septembre, on a dévoilé la réduction des cotisations à l'assurance-emploi (AE) pour les petites entreprises, une mesure destinée, disait-on, à encourager la création d'emplois. Dans un rapport publié jeudi, le DPB démontre qu'au final, cela voudra dire, en termes nets, 200 emplois de plus en 2015 et 600 en 2016. Pour cela, le gouvernement dépensera 550 millions sur deux ans, soit 550 000\$ pour chaque emploi supplémentaire.

Par contre, 2000 emplois seront perdus en 2015 et 8000 en 2016 à cause du gel des cotisations pour les autres entreprises, le taux de cotisation étant plus élevé que nécessaire pour assurer l'équilibre du compte de l'AE. Mais avec ce taux, le gouvernement s'offre des revenus supplémentaires et, donc, un surplus gonflé au détriment des cotisants et des chômeurs.

Cette semaine, le premier ministre Stephen Harper a lui-même annoncé l'augmentation du crédit pour l'activité physique des enfants. Une étude publiée l'an dernier montrait que ce crédit profitait d'abord aux familles plus aisées, capables de payer les frais d'inscription de leurs enfants. Et même là, ce n'est pas le Pérou. Tout ce qu'elles peuvent économiser est 15% des dépenses engagées, jusqu'à concurrence de 500\$. Le gouvernement va maintenant faire passer le seuil des dépenses admissibles à 1000\$, ce qui veut dire un remboursement d'au plus 150\$. Pour le trésor public, en revanche, cela risque de faire passer la facture de 115 millions à 230 millions par année.

Pour réduire la taille de l'Etat autant qu'on peut, on rogne partout et, avec les économies réalisées, on offre des bonbons électoraux qui, si on les accepte, grugeront la marge de manœuvre du gouvernement et le menotteront pour les années à venir.

mcornellier@ledevoir.com

## MEXIQUE

## À l'enseigne de l'impunité

Nouvelle atrocité au Mexique avec le massacre présumé de dizaines d'étudiants et la découverte de charniers à Iguala, dans l'État de Guerrero. Se voient encore une fois exposées la violence et l'impunité qui empoisonnent la société mexicaine sous la tutelle des cartels de la drogue. Le président Enrique Peña Nieto a promis d'y voir dans un discours télévisé. Qui le croit?

GUY TAILLEFER

Vendredi 26 septembre dernier, des étudiants se sont rendus dans la ville d'Iguala, par l'autoroute reliant Mexico et Acapulco, pour protester contre le sous-financement de l'éducation et tenter d'amasser des fonds pour leur collège. En fin de journée, ils ont intercepté deux autobus de transport public pour rentrer chez eux, à l'École normale d'Ayotzina, une école du reste bien connue pour son militantisme de gauche, située à environ 150 kilomètres de là. La pratique est courante: les passagers sont poliment priés de descendre, les chauffeurs ont appris à faire avec.

Ce jour-là, la police s'est interposée. Leur manifestation pacifique ayant coïncidé avec une activité officielle à laquelle participait l'épouse du maire, mal leur en prit. Six étudiants ont été tués par balle, plus trois quidams, comme les policiers ont aussi ouvert le feu, à l'aveugle, sur un autobus qui transportait à proximité une équipe de soccer. Vingt-quatre personnes ont été blessées dans l'affrontement, certaines grièvement.

Quarante-trois autres étudiants, que de jeunes hommes âgés de 17 à 21 ans, ont été emmenés de force. Ont disparu sans laisser de traces.

Que sont-ils devenus? La fin de semaine dernière, six fosses communes, contenant une trentaine de cadavres calcinés, ont été découvertes en périphérie d'Iguala — une agglomération de 50 000 habitants située à un jet de pierre de la ville coloniale et touristique de Taxco. Quatre autres fosses ont été découvertes jeudi soir. «C'est le cimetière préféré des tueurs», a affirmé un résidant d'un village proche à VICE News, un réseau d'informations internationales basé à New York. Les autorités gouvernementales hésitaient encore vendredi à faire officiellement le rapprochement. Mais il n'y a plus guère de doute.

## Les mains sales, les mains propres

À ce jour, 34 personnes ont été arrêtées, dont 26 policiers municipaux. L'armée a pris lundi dernier le contrôle du corps de police d'Iguala. Les aveux ont commencé à couler dans la presse. Des hommes de main auraient avoué que l'ordre leur avait été donné de tuer 17 des 43 étudiants. L'enquête a immédiatement confirmé l'évidence, à savoir que la police locale avait agi en étroite collaboration avec les Guerreros Unidos. Et que le maire aujourd'hui fugitif de la ville, José Luis Abarca, membre du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), avait des liens étroits avec ce gang local de narcotrafiants.

Iguala est devenue au cours des dernières an-



HECTOR GUERRERO AGENCE FRANCE-PRESSE

Une manifestation mercredi, à Mexico, pour exiger que justice soit faite.

nées un maillon important du marché de la drogue et, par conséquent, le champ de bataille d'organisations criminelles rivales, les Guerreros Unidos et Los Rojos. L'État de Guerrero est au demeurant l'un des plus pauvres et des plus violents du pays. Le gouverneur de l'État, Angel Aguirre, lui aussi du PRD, a répété cette semaine que «le crime organisé a infiltré la majorité des services policiers du Guerrero, ça, c'est très clair». Lui, par contre, «a les mains propres», a-t-il juré. «Je n'ai honte de rien», a-t-il ajouté.

Un État pauvre et corrompu, donc, où nombre de campus sont par ailleurs le terreau d'organisations de guérilla, comme l'Ejército popular revolucionario (EPR), un groupe fondé en 1996 et toujours actif au Guerrero, mais aussi dans les États d'Oaxaca et du Chiapas. Les murs de l'école d'Ayotzina, raconte la journaliste de VICE News qui y a récemment passé plusieurs jours avec les parents des disparus, sont couverts de portraits du Che, de Marx, d'Engels, de Lénine...

«C'est un mélange de narcos, de guérillas, de conflits sociaux et de caïds politiques», dit Alejandro Hope, analyste de sécurité nationale mexicain, au *Christian Science Monitor* (CSM).

Sur Twitter et dans un discours télévisé, une bonne semaine après le fait, le président Peña Nieto, élu en 2012 à la tête du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), a brisé son silence pour exprimer sa «consternation» et promettre qu'«il n'y aura pas d'impunité». Ce qui aura assez peu convaincu les Mexicains, qui sont descendus par dizaines de milliers, mercredi, dans les rues de Chilpancingo, capitale du Guerrero, mais aussi de Mexico et de San Cristobal de Las Casas, au Chiapas, à l'appel de l'Armée za-

patiste, pour demander justice.

Au-delà, la tragédie reconferme auprès des Mexicains à quel point les institutions du pays, à commencer par ses services de police, sont tenues en laisse par le crime organisé. «Le message, c'est qu'au Mexique, tout est permis», a commenté José Miguel Vivanco, de Human Rights Watch. C'est très révélateur de la gravité de la situation des droits de la personne dans le pays.

Une étude récente du *think tank* Mexico Evalua indique qu'à l'échelle du Mexique, plus de 80% des crimes restent impunis ou ne font pas l'objet d'une enquête. Au Guerrero, ce «taux d'impunité» serait supérieur à 96%.

«Le message, c'est qu'au Mexique, tout est permis»

## Torture institutionnalisée

À cette situation se superpose le fléau du recours à la torture, pratique généralisée dans la police et l'armée, se désolait en mai dernier l'envoyé spécial de l'ONU, Juan Mendez, à l'issue d'une visite dans plusieurs États mexicains. «J'ai l'obligation de dire au gouvernement, mais aussi à la société mexicaine, que la torture est une endémie, une plaie qu'il faut soigner.»

Les cas de torture ont augmenté de 500% depuis 2006, quand l'ex-président Felipe Calderón est arrivé au pouvoir et a lancé sa «guerre» contre les cartels de drogue. Rien n'a manifestement changé sous M. Peña Nieto, qui a fait voter de nouvelles lois — mais au final peu appliquées — dans l'espoir d'endiguer le problème. Avec le résultat que le recours à la torture s'est institutionnalisé, a constaté M. Mendez, et que, là encore, les tortionnaires bénéficient d'une «impunité absolue».

Le Devoir

## TURQUIE

## Le PKK s'établit comme puissance régionale

ALLAN KAVAL  
à Erbil

Le drapeau irakien ne flotte plus sur la petite caserne battue par les vents de sable qui gardait autrefois la frontière avec la Syrie. Ceux qui tiennent la position depuis près d'un mois ont hissé une pièce de tissu jaune frappée d'un visage ombrageux: celui d'un homme détenu depuis 15 ans sur une île-prison turque de la mer de Marmara, Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Nous sommes au sud de l'ancien poste-frontière de Rabia, à l'entrée du corridor que les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), l'une des branches armées du PKK, ont percé depuis les zones qu'ils contrôlent en Syrie pour secourir début août les yézidis, assiégés sur le mont Sinjar par les djihadistes du groupe État islamique (EI).

Ouverte pour tenter de répondre au désastre humanitaire qui a suivi le repli des peshmergas — les combattants kurdes irakiens — devant l'offensive des djihadistes, cette piste à travers le désert est devenue l'une des principales voies de pénétration du PKK en Irak.

## Fait inédit

L'opération dans le Sinjar du PKK, début août, n'est pas le seul fait d'arme de sa nouvelle campagne irakienne. En effet, les combattants kurdes ont largement contribué, grâce à des renforts venus des montagnes, à la reprise de Makhmour, où ils contrôlent depuis les années 1990 un camp de réfugiés kurdes de la Turquie acquis à leur cause. Depuis cette localité, à 30 kilomètres au sud d'Erbil, l'EI menaçait directement la capitale kurde. Des détachements du PKK sont également présents face aux djihadistes sur la ligne de front de Kirkouk, aux côtés des peshmergas.

Le déploiement de combattants du PKK dans le nord de l'Irak face aux djihadistes est un fait inédit. Il est la conséquence, presque mécanique, de l'enracinement de l'organisation en Syrie depuis deux ans. En juillet 2012, le Parti de l'union démocratique (PYD), émanation syrienne du PKK, a pris le contrôle des régions kurdes de la Syrie en bonne intelligence avec le régime de Damas et s'emploie, depuis, à y établir des institu-



AHMAD AL-RUBAYE AGENCE FRANCE-PRESSE

Des combattantes du PKK sur la ligne de front à Mossoul, en Irak, au mois d'août

tions autonomes. Placé sous le contrôle du PKK et adossé à un puissant appareil répressif, cet embryon d'État qui se développe sur un territoire non contigu se veut porteur d'un projet de société mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'intégration des minorités religieuses et une certaine forme d'autogestion locale.

L'expérience syrienne sert de vitrine aux prolongements légaux du PKK auprès de son électeurat en Turquie. Parallèlement, le PYD et le PKK mènent, depuis le printemps 2013, une lutte armée acharnée — et pour l'instant globalement victorieuse — contre l'EI et les groupes djihadistes qui dominent le nord de la Syrie.

## Une force imposante

Pour le PKK, l'aventure du Kurdistan syrien autonome est un moyen de se réinventer un rôle de puissance régionale que ses récentes incursions en Irak ne font que renforcer. Présents dorénavant sur le territoire de deux États le long d'une ligne de front qui s'étend d'Alep à la frontière iranienne, le PKK et ses alliés constituent l'une des forces les plus sérieuses face au califat. Un rôle de rempart que ses cadres mettent volontiers en avant.

À cheval sur deux pays, fondé sur une idéolo-

gie séculière puissamment mobilisatrice en Syrie et surtout en Turquie, porteur d'un projet utopique dans les zones qu'il contrôle, bénéficiant d'un recrutement de jeunes volontaires des deux sexes et entièrement dévoués à la cause à la suite de ses succès, le PKK soutient le rapport de force avec le groupe État islamique.

«Nous avons montré au monde que nous pouvions contenir la menace djihadiste. Nous combattons pour protéger le Kurdistan mais, ici, c'est aussi l'Europe et les pays occidentaux que nous défendons. Pourtant, nous n'avons droit à aucune aide», regrette Sabri Ok, membre des instances dirigeantes du PKK qui siègent à la frontière irako-iranienne.

Mais l'idée d'une union sacrée entre les différentes forces kurdes face à l'EI est largement dépassée. Au sein du PKK, les tenants de l'aile dure mènent une violente campagne de dénigrement contre le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) de Massoud Barzani, président de la région kurde, qui s'inquiète de la volonté du PKK de ne pas quitter ses nouveaux bastions irakiens. Si le groupe État islamique est loin d'être vaincu, les Kurdes se déchirent déjà pour l'après.

Le Monde

## PERSPECTIVES

ENTREVUE

## Samantha Nutt: dangereuse, mais essentielle, l'aide humanitaire

La fondatrice de War Child Canada favorise les ententes avec des organismes locaux

MÉLANIE LOISEL

Depuis la création de War Child Canada en 1999, la docteure Samantha Nutt a foulé le sol des pays les plus dangereux de la planète. Avec la peur au ventre, mais dopée par l'adrénaline, elle est parvenue à mettre sur pied une panoplie de programmes pour venir en aide aux populations civiles. Alors qu'elle vient de publier son récit de vie dans *Guerriers de l'impossible*, elle fait le point sur l'aide humanitaire alors que les conflits se multiplient et se radicalisent.

**Depuis cet été, il y a eu Gaza, l'Ukraine, la Syrie et maintenant l'Irak aux prises avec le groupe État islamique. Quand on regarde ce qui se passe dans ces coins du monde, on a souvent l'impression d'être impuissant, mais est-ce le cas ?**

On a plus de pouvoir qu'on ne le pense. Tout le monde peut poser des questions au gouvernement, aux compagnies ou aux organismes. On l'oublie souvent, mais on contribue indirectement à ces conflits à travers nos investissements ou encore nos achats. Dans nos régimes de retraite, par exemple, il y a des centaines de millions de dollars qui sont investis dans des compagnies qui fabriquent des armes. Dans nos téléphones intelligents ou nos ordinateurs, on retrouve des minerais qui ont parfois été extraits par des compagnies qui financent des conflits en Afrique. En tant que citoyen et consommateur, on a donc le devoir de poser des questions. On se doit de demander aux compagnies comment elles fonctionnent, quelles sont leurs pratiques, pour les forcer à devenir plus responsables. Et sur le terrain, je peux vous dire qu'il est encore possible d'avoir un impact. Depuis plus de 20 ans que je travaille dans des pays en guerre, j'ai compris que la meilleure chose à faire est de former des partenariats avec des organismes locaux qui œuvrent dans les communautés. On peut ainsi mettre en place des programmes humanitaires pour soutenir les populations civiles qui ont besoin de nourriture, de soins de santé, d'éducation et d'infrastructure.

**Ces dernières semaines, la décapitation de journalistes et de travailleurs humanitaires en Irak démontre à quel point plusieurs zones de conflit sont devenues extrêmement dangereuses. Est-ce possible de venir en aide aux populations sans risquer de mettre sa vie en danger ?**

C'est vrai que c'est très dangereux en ce moment. Je ne veux pas dire que ce ne l'était pas quand j'ai commencé, mais il y avait un respect envers notre travail. Dans la plupart des pays où j'ai travaillé, comme au Liberia et en Sierra Leone, il y avait un espace humanitaire où on pouvait travailler relativement en sécurité. Mais depuis les conflits en Afghanistan et en Irak dans les années 2000, on a vu des forces militaires s'engager dans l'aide humanitaire. À partir de ce moment-là, les travailleurs des ONG sont devenus des cibles. Pour tout vous dire, auparavant je voyageais toujours à bord de véhicules identifiés comme appartenant à l'ONU, mais je prends aujourd'hui des taxis ou je voyage avec des travailleurs locaux pour éviter d'être repéré.

**Dans quelle mesure ces nouveaux conflits asymétriques changent-ils votre travail d'humanitaire sur le terrain ?**

Notre travail est plus compliqué parce qu'il y a énormément d'insécurité. Par exemple, on utilise aujourd'hui des drones, des armes chimiques et des avions dans les conflits. Quand on met sur pied un programme dans une communauté, il faut être conscient qu'il n'y a plus de frontières et que la menace peut venir de partout. Cette nouvelle réalité est vraiment déprimante et frustrante pour moi. Avec le temps, je sais ce qui fonctionne pour aider les populations locales. Je l'ai expérimenté, j'ai vu les changements grâce à nos programmes. Mais c'est de plus en plus difficile d'agir dans le contexte actuel. Malgré tout, on doit continuer à être sur le terrain. On ne doit pas oublier qu'il y a des milliers de victimes qui sont des civils, qui ont besoin de protection et de notre aide. Si on ne s'implique pas, ces gens vont mourir, un point c'est tout.

**On l'a bien vu avec toutes ces images d'enfants**



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au fil des ans, Samantha Nutt a pu observer de nettes améliorations dans certains pays.

**morts après l'utilisation d'armes chimiques en Syrie ou à la suite de bombardements à Gaza. Comment expliquez-vous qu'on en soit rendu à attaquer délibérément des écoles ?**

Ce sont des crimes de guerre et cela démontre bien tout le danger qu'il y a. Malheureusement, on n'a pas toujours assez d'outils pour y mettre fin et la prévention demeure difficile. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est important de créer des partenariats avec les organismes locaux. À War Child, la plupart de nos employés sont des Soudanais, des Afghans ou des Congolais parce qu'ils sont déjà très engagés sur le terrain et comprennent bien les enjeux. Les grandes organisations comme l'ONU continuent aussi de jouer un rôle très important, même si elles sont critiquées. L'agence des Nations unies pour l'alimentation et celle pour les réfugiés sont encore les seules à avoir les capacités logistiques pour intervenir rapidement auprès des populations civiles quand un conflit prend de l'ampleur. Malheureusement, les pays ont réduit leur contribution aux Nations unies et ces agences n'ont plus autant de moyens.

**En effet, le gouvernement Harper a sabré la contribution canadienne à l'ONU en plus de changer les règles en matière d'aide humanitaire. Il cible maintenant des pays et choisit les projets en fonction des intérêts économiques du Canada. Est-ce pour vous une approche qui permet de venir réellement en aide aux populations vulnérables ?**

Il y a des choses qu'on a faites correctement. En Syrie, par exemple, on a donné des centaines de millions de dollars en aide humanitaire et c'est ce qu'il fallait faire. Mais depuis les cinq dernières années, ce souci de lier l'aide humanitaire à nos intérêts commerciaux n'est certainement pas la bonne chose à faire. On remarque que le gouvernement ou les compagnies veulent surtout investir dans des projets qui donnent des résultats spontanés. Mais est-ce vraiment ce dont les pays ont besoin ? L'aide humanitaire doit favoriser des initiatives qui améliorent les conditions de vie des communautés, afin qu'elles puissent se développer. Si on change les problèmes structurels créés par la pauvreté, je peux vous affirmer que tout le monde va en bénéficier, même nous.

**Mais avec ce tournant opéré par Ottawa, comment l'aide canadienne est-elle maintenant perçue à l'étranger ?**

Les nouvelles politiques du gouvernement

nuisent à la réputation du Canada. On a longtemps été les agents de la paix dans le monde. On avait la réputation d'être un pays qui fait du bien. Mais de plus en plus, le Canada est perçu comme un pays qui exploite des minerais et des populations locales. Ce changement fait en sorte que les Canadiens sont moins bien vus et moins en sécurité.

**Quand le premier ministre Stephen Harper affirme, notamment, qu'il soutient Israël dans sa guerre contre Gaza ou encore qu'il est aux côtés de l'Ukraine dans le conflit qui l'oppose à la Russie, quel peut être l'impact sur les Canadiens à plus ou moins long terme ?**

Ce type de discours engendre une polarisation. Il réduit par le fait même notre engagement dans la diplomatie et notre participation dans les différentes organisations de l'ONU. Le Canada était pourtant une voix progressive, honnête et importante auparavant. On avait de l'influence. Mais avec des positions canadiennes où tout est blanc ou noir, on va nous prêter de moins en moins d'attention. C'est dommage.

**Il n'en demeure pas moins que le Canada a énormément donné en aide humanitaire à l'époque de l'ACDI. Depuis la création de votre organisme War Child en 1999, avez-vous remarqué une amélioration sur le terrain ?**

Dans certains pays, j'ai vu certainement du progrès. Depuis 2002, en Afghanistan, notre programme de formation pour les jeunes mères analphabètes a vraiment bien fonctionné. Après deux ans, celles-ci pouvaient lire et écrire. Elles ont même pu ouvrir de petites entreprises pour se faire un peu d'argent. Et après cinq ans, on s'est aussi rendu compte que toutes ces femmes tenaient à envoyer leurs enfants à l'école. Cette aide a complètement changé leur façon de vivre et leurs relations avec leur communauté. C'est la preuve que, si les programmes d'aide sont menés correctement, on arrive à changer des choses, mais il faut généralement une génération pour voir une réelle amélioration.

Le Devoir

**GUERRIERS DE L'IMPOSSIBLE**  
L'ARGENT, LES ARMES ET L'AIDE HUMANITAIRE  
Samantha Nutt  
Traduit par Alain Roy  
Éditions du Boréal  
Montréal, 2014, 288 pages

cueillir et protéger les déplacés, une idée à laquelle le président français, François Hollande, a apporté son soutien mercredi. Elle demande également une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, afin de protéger les secteurs tenus par l'opposition modérée au régime Assad.

Par ailleurs, la Turquie entretient de bons rapports avec les autorités du Kurdistan irakien, distinctes du PKK et rivales. Le gouvernement de cette région autonome au sein de l'Irak a profité de l'avancée des djihadistes et de la décomposition de l'armée irakienne pour étendre le territoire qu'il contrôle dans le nord du pays. C'est le second modèle pour un État kurde aujourd'hui en gestation.

Ses combattants, les peshmergas, sont également un rempart contre l'EI. Ils sont armés et entraînés par la coalition internationale. Celle-ci ne peut soutenir ouvertement le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.

**Que fait la Turquie à sa frontière ?**

Les combattants, les chars et les véhicules de transport de troupes blindés turcs restent inactifs à la frontière. Mais la Turquie a accueilli sur son sol près de 200 000 réfugiés kurdes syriens venus de la région de Kobané, ville où demeurent plusieurs centaines d'habitants. Des combattants kurdes blessés à Kobané sont également soignés en Turquie.

La Turquie soutient la création d'une zone tampon entre la Syrie et la Turquie pour ac-

## Sur l'honneur



MICHEL DAVID

Cela s'appelle être pris les culottes baissées et démontre bien qu'il est parfois nécessaire d'ajouter des bretelles à la ceinture.

Plus tôt cette semaine, Pierre Karl Pélaudeau non seulement avec accepté de confier ses actions dans Québecor à une fiducie sans droit de regard, il s'était aussi engagé « sur l'honneur » à ne jamais intervenir dans le contenu éditorial des médias dont il est le propriétaire.

Vendredi, *La Presse* a révélé que M. Pélaudeau est intervenu à deux reprises en faveur de Québecor depuis qu'il est député, en flagrante contradiction avec le code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, qu'il s'était également engagé de façon formelle à respecter. Quelle foi peut-on encore accorder à ses engagements ?

L'article 25 du Code est d'une parfaite limpidité : « Un député qui, à l'égard d'une question dont l'Assemblée nationale ou une commission dont il est membre est saisie, a un intérêt personnel et financier distinct de celui de l'ensemble des députés et de la population et dont il a connaissance est tenu, s'il est présent, de déclarer publiquement et sans délai la nature de cet intérêt et de se retirer de la séance sans exercer son droit de vote ni participer aux débats sur cette question. »

En juillet, en commission parlementaire, M. Pélaudeau a pourtant demandé au ministre de l'Économie, Jacques Daoust, d'intervenir pour s'assurer que les studios de cinéma Mel's demeurent entre des mains québécoises, alors que Québecor était le seul rival d'un fonds d'investissement américain qui voulait s'en porter acqureur. Non seulement M. Pélaudeau n'aurait pas dû aborder ce sujet, mais il n'a pas précisé non plus que Québecor était impliqué dans ce dossier. Deux mois plus tôt, il avait déjà plaidé sa cause en haut lieu à Investissement Québec.

◆ ◆ ◆

De toute évidence, M. Pélaudeau ne semble pas avoir saisi que les règles ne sont pas les mêmes dans l'univers politique et dans le secteur privé. Ou, pire encore, il s'en fiche éperdument. Qui peut croire que la santé économique de sa région, qui aurait pu profiter d'une relocalisation des installations de Mel's à Mirabel, était sa seule motivation ? Il y a quand même des limites à prendre les gens pour des valises.

Le commissaire à l'éthique a jugé l'affaire suffisamment grave pour ouvrir une enquête. Même s'il est reconnu coupable, il serait étonnant que M. Pélaudeau échappe de la sanction ultime, soit la perte de son

siège, mais il risque un sérieux blâme. En attendant, on s'inquiète à Québec de l'effet négatif que cette affaire pourrait avoir sur la vente des studios de Mel's.

Il est tout aussi inquiétant que PKP ne se soit pas rendu compte du cadeau qu'il faisait aux libéraux en intervenant de façon aussi grossière. Il était pourtant évident qu'ils allaient faire en sorte que cela se sache un jour ou l'autre. De toute évidence, son apprentissage de la politique n'est pas terminé. Pour les militants péquistes qui voient en lui un nouveau messie, il y a là matière à sérieuse réflexion.

Les députés qui ont protesté de la bonne foi du grand favori dans la course au leadership et crié au complot doivent être bien embarrassés. Les avait-il informés de ses démarches pour favoriser Québecor ? À la réflexion, Jean-François Lisée avait peut-être raison de parler d'une « bombe à retardement ». Lui-même ne pensait sans doute pas qu'elle éclaterait aussi rapidement.

Soudainement, l'issue de la course ne paraît plus aussi évidente. Bernard Drainville a dû se surprendre à penser que l'hôpital était sans doute le meilleur endroit où il pouvait se trouver cette semaine. Maintenant que M. Lisée est hors de combat, il devient presque la seule solution de remplacement à PKP. Son report du référendum aux calendes grecques a été mal reçu par plusieurs, mais il a encore le temps d'y réfléchir.

◆ ◆ ◆

Un sondage SOM réalisé les 7 et 8 octobre pour le compte de Cogeco Nouvelles indiquait que les Québécois sont partagés également sur la nécessité que M. Pélaudeau se déporte de ses actions dans Québecor. Les dernières révélations de *La Presse* ne sont pas de nature à faire augmenter la proportion de ceux qui sont d'avis qu'il devrait les conserver.

Personne ne demande à PKP de céder sa fortune à des œuvres de charité, mais l'entrée en politique a indéniablement un prix et il lui faudra décider s'il est prêt à le payer. Au point où les choses en sont rendues, il devra vraisemblablement renoncer à ses ambitions ou se résigner à une restructuration de Québecor qui aurait pour effet de lui faire perdre le contrôle sur la partie médiatique de son empire, comme l'a suggéré l'Institut de la gouvernance.

Il pourrait sans doute se réhabiliter aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique en donnant l'impression de sacrifier une partie de l'héritage de son père au service public. Autrement, il pourra compter sur les libéraux et sur la CAQ pour faire en sorte que son calvaire s'éternise.

Le Monde

mdavid@ledevoir.com

## KOBANÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

De son côté, Abdullah Öcalan a menacé de rompre les négociations de paix si les djihadistes commettent un massacre à Kobané à la faveur de l'inaction turque. Par ailleurs, une paix durable avec l'État turc condamnerait le PKK à se désarmer et à se dissoudre. Le processus connaît donc des oppositions internes.

Enfin, les mouvements de protestation contre l'inaction de l'armée turque, qui ont fait 18 morts au Kurdistan mardi, et la présence accrue de l'armée dans la région font craindre un engrenage de violence.

**Que veulent les Kurdes de Turquie ?**

Les Kurdes représentent 20% de la population de la Turquie. Ils peinent à s'intégrer dans un régime républicain, centralisateur et autoritaire, où l'armée a longtemps été prépondérante et où la notion de minorité pose problème.

Ils réclament l'abolition des obstacles à l'utilisation de la langue kurde, une révision de la définition de la citoyenneté, le renforcement du pouvoir des administrations locales.

Le gouvernement islam-conservateur de M. Erdogan, qui a lui-même fait les frais de l'autoritarisme de l'État turc laïque, s'est engagé dans une discussion sur ces termes. Une rupture des négociations ne lui profiterait pas. Des élections législatives auront lieu en juin en Turquie. Le réservoir de votes des Kurdes favorables au processus de paix paraît important pour son parti, l'AKP.

**Que fait la Turquie à sa frontière ?**

Les combattants, les chars et les véhicules de transport de troupes blindés turcs restent inactifs à la frontière. Mais la Turquie a accueilli sur son sol près de 200 000 réfugiés kurdes syriens venus de la région de Kobané, ville où demeurent plusieurs centaines d'habitants. Des combattants kurdes blessés à Kobané sont également soignés en Turquie.

La Turquie soutient la création d'une zone tampon entre la Syrie et la Turquie pour ac-

# ÉDITORIAL

LE NOBEL DE LA PAIX À YOUSAFZAÏ ET SATYARTHI

## Le droit des enfants

Le prix Nobel de la paix a été décerné à Malala Yousafzaï et Kailash Satyarthi pour les combats menés depuis des années afin que les droits des enfants soient reconnus et respectés. Des combats menés à l'enseigne de la ténacité la plus affûtée qui soit.

Si la défense des filles et des garçons à travers le monde est jour après jour à l'ordre du jour de Yousafzaï et Satyarthi, leurs obsessions, dans le sens le plus noble du terme, se distinguent comme suit : Pakistanaise d'origine, la première s'attelle à ce que le droit des enfants à l'éducation soit un droit universel. Elle symbolise d'autant mieux la guerre contre l'obscurantisme, contre le nivellement par la bêtise, contre le culte des superstitions religieuses, qu'elle fut elle-même victime d'une tentative d'assassinat orchestré par les talibans, par les fous de Dieu qui avaient décrété en 2009 l'interdiction des écoles aux filles.

Indien d'origine et ingénieur de formation, Satyarthi est un marathonien de la cause évoquée. Cela fait 30 ans qu'il combat le travail forcé des enfants depuis le début des années 80. Plus exactement, il a consacré sa vie à la lutte contre l'état d'esclavagisme que subissent des dizaines de millions d'enfants à travers le monde ou plus précisément en Inde, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Grâce à lui, grâce à elle, des améliorations ont été observées, mais pas suffisamment pour clamer mission accomplie.

En effet, selon les chiffres de l'UNESCO, le nombre d'enfants n'ayant aucun accès à l'éducation scolaire dans le monde avoisine les 57 millions. Certains assurent que la réalité des chiffres est bien au-delà de celui avancé. Toujours est-il qu'au Pakistan, l'opposition à Yousafzaï, à son ambition, a convaincu un fou de Dieu de commettre en juin dernier un attentat suicide contre un bus scolaire transportant des jeunes filles. Quatorze d'entre elles sont mortes.

Il en va du travail forcé comme de l'éducation. À la faveur d'une étude faite sur le terrain par le Center for Health and Human Rights de l'Université Harvard, pas moins de 3200 ateliers et usines de production de tapis exploitant des enfants, parfois de cinq et six ans, ont été répertoriés dans neuf États de l'Inde. La majorité d'entre eux sont musulmans. Le salaire? 1,58\$ pour huit heures de travail. Mais encore là, ce chiffre doit être nuancé. Car très souvent les enfants sont vendus par des familles affamées ou endettées. Pour faire court et brutal, des millions d'enfants et d'adolescents devant déboursier pour le lit, la nourriture, les médicaments, sans oublier les pénalités imposées pour des erreurs de fabrication, ils travaillent pour rien. Absolument rien. Et au bénéfice de quelles compagnies? Crate and Barrel, Williams-Sonoma, Macy's, Bloomingdale's, Neiman Marcus Group, Target, Pottery Barn et encore et toujours IKEA. C'est à retenir.

À la mine, ou plutôt les mines de zinc et d'argent de Cerro Rico qui dominent la ville de Potosi en Bolivie, on estime que 3000 enfants sont dispersés dans des tunnels hauts de trois pieds seulement. Leurs conditions de travail? Elles sont exactement celles constatées et décriées par Karl Marx quand il était journaliste, par Émile Zola ou Jules Vallés. Mais encore? Adolescents, ils ont les poumons abimés. Quoi d'autre? Bon an, mal an, une centaine de gamins décèdent des suites d'un accident de travail.

En Afrique, on a noté que l'Éthiopie était en train de devenir un atelier où les jeunes suent la consommation du monde. En Chine, en août dernier Samsung a été condamnée pour non-respect des lois interdisant l'exploitation des gamins.

Au-delà de l'inhumanité dont le sort réservé aux enfants est le nom, les vices évoqués sont autant d'échos de l'essor des inégalités financières là-bas comme ici. Bref, la déflation rôde.

POLICIERS ET ÉTUDIANTS

## Toujours une raison

Avec le recul, après le rapport de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012 présidée par Serge Ménard, après la décision de 30 pages d'un juge de la Cour du Québec, division des petites créances, rendue le mois dernier, on aurait pu croire que quelques leçons auraient commencé à porter. Qu'il serait désormais entendu, par exemple, que de faire des arrestations de masse dans des cas de manifestations remuantes mais non violentes, c'est abusif. Mais il reste difficile, même pour un chef qui souligne le rôle social désormais dévolu aux policiers, d'admettre que parfois la police ne fait que jouer inutilement aux gros bras.

L'entrevue qu'a donnée au *Devoir* le chef du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), M. Michel Desgagné, le démontre bien. Oui, dit-il, en principe, on aurait pu trouver, ce soir du 28 mai 2012, une façon de retenir moins longtemps les jeunes manifestants du printemps étudiant, ce qui a valu une amende de 4000\$ et un blâme au SPVQ.

Mais le chef Desgagné insiste : identifier 84 personnes, c'est long. Et comment ne pas les arrêter? Les manifestants du printemps 2012 suscitaient de l'hostilité dans la population de Québec, les organisateurs de manif d'aujourd'hui n'encadrent plus aussi bien leur monde que ceux du passé, puis il y a toujours des détails que le grand public ne connaît pas quand de tels événements arrivent... Bref, tout bien considéré, le SPVQ peut être fier de sa manière de contrôler les foules.

Au lendemain du jugement des petites créances, M. Desgagné avait déjà défendu le travail de ses troupes en disant au *Soleil* que la police avait alors fait face à des manifestants « quasi professionnels ». Tout le Québec se serait donc heurté à des pros ce printemps-là? À la fin de mai 2012, on avait pourtant compris depuis longtemps que c'était vraiment des étudiants qui avaient pris la rue. Et M. Desgagné a lui-même souligné à la commission Ménard qu'à Québec, les manif avaient été plus pacifiques qu'ailleurs. D'ailleurs, ce 28 mai là, Léo Bureau-Blouin, alors président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, avait demandé aux policiers de laisser les manifestants se disperser. En vain : on les avait plutôt photographiés et envoyés par bus à Beauport.

Sans raison autre que les préjugés, les actions de certains groupes — les jeunes, les marginaux — restent donc apparentées à des gestes criminels, et traitées comme tels... Le rapport Ménard donne pourtant la marche à suivre pour sortir de ce cercle vicieux, qui mine la confiance envers une institution, la police, pourtant indispensable. Mais le rapport Ménard a été dénoncé par le gouvernement libéral et oublié ensuite. La culture des gros bras n'est pas à la veille de changer...

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## LETTRES

### Harrison contre Harding

Hunter Harrison, patron du Canadien Pacifique, n'a pas tort de dire qu'un « individu [...] n'a pas appliqué les freins correctement » dans la nuit du 6 juillet 2013, causant la mort de 47 personnes à Lac-Mégantic. Par contre, regardons un peu dans quel contexte cet individu travaillait cette nuit-là, de même que pendant toutes ces années qui ont précédé l'accident fatal. Contrairement à Adam et Eve, il n'était pas le seul humain sur Terre et une réaction en chaîne d'erreurs et de négligences humaines l'a précédé. Pour n'en nommer que quelques-unes : laxisme des politiciens à réglementer, refus d'une compagnie ferroviaire à faire les réparations qui s'imposaient sur les rails, retard à remplacer des wagons peu sécuritaires pour le transport de produits dangereux, et j'en

passé. Hunter Harrison n'a pas tort non plus lorsqu'il affirme que la réglementation ne pourrait « faire cesser [de tels] comportements. » En revanche, il se met le doigt dans l'œil s'il refuse de reconnaître que les règles que l'on s'impose comme société peuvent agir en guise de pare-feu contre l'erreur humaine que chacun de nous peut commettre, et limiter l'ampleur des dégâts.

Claude Normand

Le 6 octobre 2014

### Tuer n'est pas un sport!

Presque 25 ans après la tuerie à l'École polytechnique, nous en sommes là? Nous frôlons le bas-fond de l'absurde?! Le Canada régresse jusqu'à vouloir défendre, comme un droit fondamental, la possession et le port d'armes à feu? Bienvenue

au Far West, songeons à nous annexer aux États-Unis! Et tant pis pour l'expertise de nos corps policiers, pour la GRC qui jugeait capital de prohiber certaines armes précises!

Le ministre de la Sécurité publique deviendra le shérif en chef; le ministre de la Justice sera à l'aise de s'afficher avec un chandail d'un lobby pro-armes! Et le gouvernement Couillard, que l'austérité obsède, tergiverse, hésite à créer un registre provincial des armes à feu. Trop coûteux!

Je demande à nos gouvernements ce qui a le plus de valeur: le gibier ou les futures victimes d'un crime crapuleux, d'une « irresponsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux », d'une récidive de violence conjugale?

Carol Patch-Neveu,

Montréal, le 8 octobre 2014.

## REVUE DE PRESSE

### Les médias, instruments de guerre partisane

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les médias canadiens deviendront-ils complices obligés de la propagande partisane conservatrice? Plusieurs le craignent et le dénoncent à travers le pays.

Le gouvernement a confirmé cette semaine son intention de modifier la Loi sur le droit d'auteur pour permettre aux formations politiques d'utiliser sans autre permission tout matériel journalistique gratuitement dans des publicités électorales. Des « éléments de nouvelles » sortis de leur contexte pourront donc être remâchés à la sauce partisane voulue.

Ce projet conservateur est dans les faits une contre-attaque à un consortium de diffuseurs (CBC/Radio-Canada, Bell Media, Shaw et Rogers) qui se sont unis en mai dernier pour prévenir les partis qu'ils n'accepteront aucune publicité politique utilisant leur contenu sans un consentement explicite. Il en va de la protection de l'indépendance journalistique, disaient-ils.

Animateur à CTV et chroniqueur politique de longue date, Don Martin rappelle que ce projet émane d'un premier ministre qui a constitué sa propre équipe de télévison pour fabriquer des reportages que « personne n'écoute ». Mais Stephen Harper a besoin de plus, dit Martin.

Il a besoin d'une loi qui lui permettrait d'utiliser et de déformer chaque parole prononcée par n'importe quel député ou commentateur. Si le règlement passe, Martin prévoit que la langue de bois robotisée deviendra encore plus la norme.

Entre autres choses inacceptables, dit-il, le projet souhaité obligerait les médias à diffuser les publicités montées avec du matériel détourné (même s'il provient du même diffuseur). Impossible de refuser — le gouvernement parle d'empêcher les médias de « censurer » le contenu. Don Martin estime qu'un gouvernement qui veut forcer la diffusion de sa propagande flirte avec le « fascisme ». Seule consola-

tion, suggère-t-il: les autres partis politiques pourront eux aussi utiliser des images embarrassantes pour les conservateurs, par exemple celles impliquant les sénateurs Mike Duffy ou Patrick Brazeau.

Dans le *Toronto Star*, Tim Harper rappelle que les conservateurs font campagne depuis longtemps contre les « élites médiatiques » (c'est un terme utilisé pour recueillir des fonds) et ne rechignent jamais à présenter les journalistes comme étant des ennemis officiels de l'État.

Selon le chroniqueur, le projet conservateur créerait une deuxième loi sur le droit d'auteur: la première est là pour protéger les artistes et la deuxième rendrait les médias complices des intérêts partisans. Si cela fonctionne, le Canada de 2015 en sera un où les médias seront une sorte d'extension du gouvernement, dit-il. Le moindre reporter, caméraman, photographe, technicien, réalisateur, éditeur, annonceur deviendrait partie prenante de campagnes partisans, dénonce Tim Harper.

Ce genre de mesures existe dans des États où les médias sont liés aux partis politiques, écrit-il. Pas dans une société démocratique.

Il est convaincu que les conservateurs auraient aimé cacher cette mesure dans un projet de loi fourre-tout. La fuite à CTV aura au moins forcé le ministre du Patrimoine, Shelly Glover, à faire face à la musique. Mais pour Tim Harper, le sujet est truqué: plus les médias s'insurgeront, plus les conservateurs pourront enfoncer le clou contre ces « élites » soupçonnées d'être prolibérales.

En éditorial, le *Globe and Mail* rappelle que les médias n'aiment pas que leur matériel se retrouve dans des publicités politiques — surtout celles qualifiées de « négatives » — parce que cela donne l'impression qu'ils sont liés à un parti.

Le *Globe* s'attarde sur le fait que la proposition ne toucherait que les partis politiques: pourquoi les citoyens, les groupes

de défense, les syndicats, ne pourraient-ils pas eux aussi se prévaloir de cette liberté d'utiliser des images et de faire valoir leur point de vue?

Les conservateurs veulent se donner le pouvoir de lancer des attaques quand ils le veulent, avec ce qu'ils veulent comme matériel, sans être ralentis par des règles restrictives. Ils ne peuvent pas empêcher les autres partis politiques de faire de même, mais ils ne veulent manifestement pas que d'autres en profitent. Pour le *Globe*, c'est un projet de la plus mauvaise inspiration.

### Trudeau l'hésitant

La position des libéraux dans le dossier de l'engagement canadien contre le groupe État islamique a suscité toutes sortes de commentaires cette semaine. Une récurrence: Justin Trudeau a très mal paru.

Dans le *National Post*, John Ivison évoque une « performance chancelante » qui n'aidera pas Trudeau à rassurer ceux qui doutent de ses qualités de leadership. Son discours voulant que les libéraux ne soutiendront pas la mission de combat, mais soutiendront les soldats impliqués, a généré plus de satires que le déodorant géant dont la Zamboni des Maple Leafs de Toronto est affublée cette année, dit Ivison.

La décision hésitante du chef libéral a probablement été prise en fonction de l'opinion québécoise et parce qu'il y a un risque que la mission devienne impopulaire, croit Ivison. Mais celui-ci pense que les électeurs retiendront surtout que Trudeau n'a pas su être clair dans un dossier important, qu'il y a eu dissension chez les libéraux et que, face à lui, Stephen Harper a eu l'air de ce qu'il est: un leader du G7.

Sur Twitter: @gbcote

Le Devoir

La version numérique intègre les liens vers les articles originaux.

## IDÉES

## Mommy : un grand film, oui, mais...

La langue des personnages de Dolan nous fait comprendre que l'on s'acadianise de plus belle

PAUL WARREN

Ex-professeur de cinéma à l'Université Laval. Auteur, entre autres, de *Fellini, ou la satire libératrice* (VLB, 2003) et de *Secrets du star système américain. Le dressage de l'œil* (L'Hexagone, 2002)

M

ommy: j'ai rarement vu un film où la technique colle aussi bien au sujet traité. C'est remarquable! Xavier Dolan, qui bâtit des images sur la non-communication, sur l'impossibilité maladroite de communiquer, enferme ses trois personnages dans des images-geôles; il les emprisonne dans des plans carrés qui nous apparaissent plus hauts

que larges. Des plans où les personnages sont aculé au mur et dans lesquels ils doivent crier... et sacrer à tue-tête pour s'en sortir.

J'ai noté — vous aussi? — au milieu et vers la fin du film deux séquences en plans larges, rectangulaires jusqu'au cinémascope. Dolan veut nous montrer ses trois personnages qui nagent dans le bonheur. Dans la première séquence, les deux femmes, Die et Kyla, roulent à vélo et Steve glisse sur sa planche à roulettes. C'est Steve (et c'est carrement génial d'avoir pensé à ça) qui, en pleine euphorie, écarte ses deux bras et ouvre les deux bords de l'écran à l'infini. Les trois personnages sont libres enfin. Die et Kyla en arrivent à pouffer de rire devant le comportement délinquant de Steve qui lance des légumes, derrière lui, sur la route, devant des automobiles qui le suivent. Dans la deuxième séquence, l'écran s'agrandit pour nous montrer nos trois personnages, en automobile, qui quittent Montréal pour aller se promener au bord du fleuve. Dolan compose alors des images et des sons en pleine euphorie audiovisuelle: Die fume une cigarette appuyée sur sa voiture; elle regarde son fils Steve et son amie Kyla qui s'amuse comme des enfants sur la grève. Et elle rêve: Steve s'en est sorti; il est diplômé de l'Université, il est honoré, il est fêté... il se marie.

Brusquement, l'image s'est dégonflée. Elle s'est remise au carré, sans issue, ni à gauche, ni à droite, ni en haut, ni en bas. Nous sommes dans la voiture, enfermés avec nos trois personnages. Il pleut. Nous découvrons que Die et Kyla conduisent Steve au centre de détention. Dolan va nous fabriquer là les images les plus violentes de son film, en totale contradiction avec celles du rêve qui



GEORGE SEGUIN WIKIMEDIA

Xavier Dolan ne voit pas de problème avec les jurons qui secouent la parlure de notre dialecte.

ont précédé.

J'ai été particulièrement touché par la dernière séquence du film (il y a des images qui vont la suivre, mais qui ne formeront pas des séquences, ce seront plutôt des flashes). Kyla vient visiter Die chez elle. Nous sommes en champ/contrechamp. L'image est bloquée dans le carré, comme à son habitude. Les deux femmes, si elles n'ont plus à s'occuper de la folie de Steve, demeurent enfermées en elles-mêmes. Kyla annonce à Die qu'elle va partir avec son mari pour Toronto. Or, à aucun moment de leur conversation Die n'a révélé (en paroles ou en regard) sa peine de perdre sa meilleure amie. À aucun moment elle n'a pensé à elle. Elle s'est identifiée à Kyla, à son plaisir de connaître Toronto.

À la fin de son film, Dolan nous redit, avec plus de force qu'à aucun autre moment, combien cette femme est grande... cette mère qui aime plus son fils malade qu'elle ne s'aime elle-même. Et Kyla qui regarde Die (Kyla dont les yeux sont infiniment plus éloquentes que la parole) nous dit, en le lui disant, qu'elle sait bien que sa peine de la perdre est immense. Ces deux artistes dans *Mommy* sont « les deux plus belles femmes du monde »,

comme l'écrit Jean-Marie Lanlo dans son article remarquable de la revue *Séquences*.

### Inquiétante langue

Mais il y a un « mais »! Les « *crisse de tabarnak* », pis les « *hostie d'ciboire* » qui secouent la parlure de notre dialecte québécois d'un bout à l'autre des formats carrés de *Mommy* (« *quand y pète une fousse, tasse toé de d'là, parc'que ça joue rough* ») m'inquiètent. Xavier Dolan n'y voit pas de problème. On n'a qu'à sous-titrer le film en langue française pour les spectateurs qui parlent français... et à s'exprimer en anglais lors des conférences à Cannes. Et le tour est joué! Un drôle de tour, qui fait peur. *Mommy*, qui connaît un succès monstre au Québec et dans le monde, va convaincre encore davantage nos jeunes réalisateurs (ceux qui ne sont pas passés à Hollywood) que c'est drôlement payant de sacrer au grand écran et que notre cinéma doit continuer, plus que jamais, à parler le québécois de la rue et à manger les mots de notre langue. Et c'est comme ça qu'on est en train de s'acadianiser de plus belle. Pour embarquer nos immigrants dans la langue anglaise.

## Chasseurs de fantômes



DAVID DESJARDINS

On nous roule dans la farine. On nous dore dans la poêle, des deux côtés, jusqu'à l'obtention d'une chair grasse et croustillante, suintant le beurre bruni de notre renoncement. On nous sert encore bien chauds à tous ceux qui veulent notre bien et l'obtiennent sans trop rencontrer de résistance.

Suffit d'entretenir l'illusion de la démocratie ou du marché libre, comme s'il s'agissait d'un buffet de condiments au milieu desquels nous nageons dans le bonheur, alors que c'est pourtant nous qu'on dévore.

On se moque de nous, donc, mais on nous a si habilement retournés les uns contre les autres qu'on n'y voit plus clair.

Comme dans cette ère d'austérité où le contribuable se braque contre le prestataire de services. Où la classe moyenne s'entre-déchire, se divisant entre les bénéficiaires de généreuses caisses de retraite qui, habilement provoqués, jouent trop bien le rôle de la brute épaisse que le citoyen-payeur-de-taxes reconnaît comme étant le comportement attendu du syndiqué gâté pourri.

Une époque où l'on entretient l'illusion que notre confort est menacé par les plus pauvres. Où nous ruons comme des chevaux fous chaque fois qu'on éperonne notre conscience en nous parlant de justice sociale, de distribution de la richesse et du coût réel des choses.

Leur coût réel?

Prenez Amazon, royaume virtuel du livre *el cheapo*, sur qui on a ouvert une enquête cette semaine pour avoir manigancé avec le Luxembourg un bidouillage fiscal qui lui permet de se soustraire un peu mieux à l'impôt dans une Europe exsangue. Amazon qui, pour épargner une poignée de dollars, refuse de payer ses employés tandis qu'ils poirotent pendant 20 à 30 minutes pour être fouillés à leur sortie du boulot. Quitte à aller jusqu'en Cour suprême pour défendre son droit à cette petite saloperie.

Voilà combien en coûte votre économie de 3\$ sur le magnifique *Rue des boutiques obscures* de Patrick Modiano que vous achetez sur un coup de tête parce qu'il vient de remporter le Nobel.

Vous ne trouvez pas qu'il pue un peu, tout d'un coup, votre bouquin à rabais?

On se moque de nous, et ce, chaque fois que l'on manufacture nos envies et que nous applaudissons. Prenez cette citation tirée d'un article du *Time* à propos de la montre intelligente d'Apple: « *Cette compagnie maîtrise parfaitement l'art de produire des objets pour lesquels il n'y avait aucune demande en nous convainquant que nous ne pouvons plus vivre sans eux, cela, mieux qu'aucune autre entreprise.* »

On se moque de nous comme de la grenouille que l'on met dans l'eau froide en montant lentement la température du poêle.

On rit au nez des parents forcés de procurer des tablettes électroniques à leurs enfants tandis que les génies de la techno de Silicon Valley envoient les leurs dans des écoles où il n'y a pas l'ombre d'un microprocesseur, parce que les gens qui conçoivent ces objets auxquels nous sommes accros sont convaincus qu'ils tuent la créativité.

Amenez-en des tableaux intelligents pour les profs carencés en français qui forment des cohortes d'analphabètes fonctionnels. Des enfants dont les parents déchirent leur chemise quand les commissions scolaires menacent de ne pas acheter de nouveaux livres alors qu'eux-mêmes n'en ouvrent jamais un à la maison.

On se moque de nous, mais nous n'y voyons plus clair. Ne parvenant plus à discerner notre propre responsabilité, nos devoirs, accablés que nous sommes par nos envies, nos dépendances, désorientés par toutes les tentatives de mystification. Nous plaçons notre confiance à la fois en tout et en personne. Nous sommes crédules et sceptiques. Comme s'il s'agissait d'humeurs inconstantes, qui semblent se former aussi mystérieusement (pour le profane que je suis) que des phénomènes météorologiques.

Peut-on considérer comme valable la promesse de Pierre Karl Péladeau de ne jamais s'ingérer dans le contenu de ses journaux? Et peut-on voir autre chose qu'une manœuvre politique dans ce soudain sursaut éthique de l'Assemblée nationale ou de Jean-François Lisée? Comment choisir entre l'angélisme des écolos et l'argent du pétrole? Entre les va-et-en-guerre conservateurs et les colombes du NPD?

Nous voudrions des réponses claires à nos questions confuses. Des explications simples pour des problèmes complexes. Nous brassons l'air, dans le noir, chassant les fantômes d'idées mort-nés dont nous ne nous souvenons que des contours, et rarement du nom. L'insouciance de la société de loisirs ne sera jamais advenue, et pourtant on la pleure. C'est comme si ce deuil nous empêchait de voir clair.

Dans une entrevue aux *Inrocks* il y a deux ans, Patrick Modiano disait que le problème, ce n'est pas la nostalgie, pas la mémoire. Le problème, c'est l'oubli.

C'est ainsi que chaque fois on nous remplace dans la marmite avant d'à nouveau allumer le feu. Et nous attendons là.

## LA RÉPLIQUE > L'EXOTISME CHEZ NOS ÉCRIVAINS

### Contre la conception rétrograde de la littérature

Adopter un point de vue extérieur? Un moteur à fiction sain et vieux comme le monde qui échappe à Louis Cornellier

HÉLÈNE FRÉDÉRIK

Écrivaine québécoise, elle vit à Paris. A publié *Forêt contraire* (Verticales, 2014) et *La poupée de Kokoschka* (Verticales, 2010; Hélio, 2014)

Lans une lettre adressée au journaliste Christian Desmeules, où il apporte des précisions sur ce qu'il appelle « la tentation exotique en littérature québécoise », Louis Cornellier, professeur de littérature, essayiste et critique au *Devoir*, affirme entre autres ceci: « *Les artistes ont un devoir moral de s'inscrire, même si c'est pour la critiquer ou la rejeter, dans leur tradition.* » Il avance également que « *si un écrivain ne trouve pas dans son milieu, dans sa société, dans son pays suffisamment de sources d'inspiration pour nourrir son œuvre* », c'est pour l'une de ces deux raisons: soit cet écrivain « *manque gravement d'imagination* », soit « *sa société est vraiment inintéressante* ».

Je ne cours pas les occasions de me saisir du micro, mais à la lecture — répétée — de cette lettre, une prise de parole m'est apparue nécessaire. La littérature du Québec et le Québec lui-même ont-ils fait tout ce chemin pour en arriver à ce constat si clairement rétrograde? Que pour être « incarnée », la littérature doit être fidèle à une tradition? Cette littérature telle que décrite par Louis Cornellier semble mal dans sa peau. En tout cas elle n'est pas libre, mais bien muselée par des principes éculés, voire réactionnaires, indignes de ce que nous avons construit jusqu'à aujourd'hui.

La littérature et l'art sont-ils tenus de représenter un pays et sa tradition pour être dits authentiques? Si oui, selon quels critères? Les chefs-d'œuvre de la littérature universelle se sont-ils attachés à ces questions de frontière et d'identité? Ou bien, au contraire, les ont-ils dépassées? Les auteurs québécois habitent-ils vraiment le pays décrit par Cornellier? Je ne suis pas la seule à en douter fortement. « *Thomas Bernhard est sans merci à l'endroit de l'Autriche, mais il ne parle que de l'Autriche* », écrit Cornellier. Ainsi il faudrait, pour être un romancier québécois qui aura évité les pièges de l'exotisme, ne parler que du Québec, ou du moins adopter une « perspective québécoise ». N'y a-t-il pas dans ces propos une véritable pensée de colonisé, ce statut que nous fuyons pourtant, dont il



SALON DU LIVRE DE PARIS

Hélène Frédérik

faudrait sortir une fois pour toutes, dont nous sommes déjà sortis en vérité? Car si nous sommes persuadés d'avoir une existence propre — qu'elle soit en situation minoritaire ou non —, comment justifier qu'il faille la contraindre?

Si les auteurs d'ici ou d'ailleurs avaient eu à répondre d'un devoir moral, de quel patrimoine littéraire aurait-on hérité? Dans le cas où l'écrivain se permettrait de situer son roman hors des « *questions nationales* », Louis Cornellier évoque la nécessité pour cet écrivain d'adopter une « *perspective québécoise* » à moins de tomber dans la « *frime* ». Cette perspective liée à la tradition serait la condition d'un roman réussi, défini par le journaliste comme « *incarné* ». Comment juger de cette perspective? Ne découle-t-elle pas d'une identité souvent multiple et indéchiffrable? Le regard de l'écrivain, comme celui du lecteur, est teinté de ce qu'il est, c'est-à-dire difficilement définissable, c'est-à-dire d'abord et avant tout humain, doté d'une conscience, d'une histoire qui lui est propre, labyrinthique ou en ligne droite. Que ce soit rassurant ou non: cette perspective est mouvante, et sa qualité d'authenticité ne change pas au gré de cette mouvance.

La littérature qui perdure se situe au-delà de ces questions; elle revêt toujours un masque, et c'est précisément en cela qu'elle est capable de tout. La contraindre à respecter des principes tels qu'énoncés par Louis Cornellier, c'est lui retirer son pouvoir subversif et sa raison d'être. Les œuvres qui

### LE DÉCLENCHÉUR

« *Quelques éléments de réponse sur [...] la tentation exotique en littérature québécoise, en vrac, sans le fini qu'un débat d'une telle importance requerrait: [...] Les grandes œuvres, les chefs-d'œuvre de la littérature traitent de réalités dans lesquelles leurs auteurs sont plongés. Proust, Flaubert, Maupassant et Victor Hugo partent et parlent de réalités françaises, liées à certaines classes sociales spécifiques (qu'ils connaissent intimement). Leurs œuvres dépassent cet ancrage, évidemment, et atteignent une sorte d'universel humain, mais elles y parviennent parce qu'elles ne sont pas désincarnées.* » Louis Cornellier, « *Lettre sur la tentation exotique* », à relire sur [ledevoir.com/documents/pdf/lettre\\_cornellier.pdf](http://ledevoir.com/documents/pdf/lettre_cornellier.pdf)

resteront, qu'elles soient du Québec ou d'ailleurs, n'ont que faire des frontières identitaires. L'autre agit en miroir, en révélateur de ce que nous sommes. Et si cette révélation et cette curiosité représentent une menace pour notre intégrité, c'est que cette dernière n'est pas assumée. Adopter un point de vue extérieur, se mettre dans la peau de ce qui nous est étranger: voilà un moteur à fiction vieux comme le monde. Notre littérature méfiance s'octroie des libertés que la littérature française ne se permet pas toujours, rigidifiée qu'elle est parfois, aux yeux de certains, par le carcan de sa tradition. Parmi ces libertés, il y en a deux qui vont de pair: celle de parler de nous et de ce que nous sommes sans entraves, bien sûr, et celle d'aller voir ailleurs, toujours pour se trouver.

\*À la demande de Louis Cornellier, quelques exemples: *Salammbô* (Flaubert), *L'homme qui rit* (V. Hugo), la plupart des nouvelles du recueil *Fictions* de Borges, *Mémoires* d'Hadrien (Yourcenar), *Nocturne indien* (Tabucchi), de nombreuses œuvres de Shakespeare, *Le Cid* de Corneille (on lui reprocha un sujet espagnol alors que la France est en guerre contre l'Espagne), *L'Amérique* (Kafka), *Sallinger* (Koltès), etc.

#### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boissvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfali (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héliane Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettino-Parazelli (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungier, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Ellimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PROMOTION Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zematits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

# PHILOSOPHIE

## Un « selfie » au massacre de la Saint-Barthélemy

L'avalanche d'« égoportraits » sous laquelle les réseaux sociaux croulent se situe à l'antithèse de la quête de soi de Montaigne

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

STÉPHANE DELISLE

Enseignant en philosophie au cégep Limoilou, à Québec

À u mois de juin, la jeune Breanna Mitchell profite d'une visite au camp d'extermination d'Auschwitz pour publier un « selfie » (traduisons: égoportrait), tout sourire, qui a déclenché une vraie tempête sur les réseaux sociaux. Certes, la principale intéressée a tenté de justifier, quoique maladroitement, son image numérique prise « à bout de bras », mais il n'en demeure pas moins que son moi, de même que sa vanité, a assurément connu ses 15 minutes de gloire.

Que penser encore du phénomène récent, très populaire auprès de la iGénération, où, par l'entremise d'un clic, on télécharge *ad nauseam* les vidéos des vedettes et autres quidams qui se versent sur la tête un seau d'eau glacée (« Ice Bucket Challenge ») pour soutenir la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique (SLA)? S'agit-il d'une nouvelle forme d'humanisme pixélisé accessible via Facebook? Permettez-moi d'en douter étant donné la mise en scène qu'elle suppose pour que le donateur puisse récolter des dons. Au point où il est légitime de demander si l'essence même du don ne se trouve pas dévaluée par cette façon de s'exposer au vu et au su de tous.

Qu'on le veuille ou non, les réseaux numériques font partie du quotidien. Force est de constater que cette technologie de l'information et du divertissement redessine les frontières par lesquelles les êtres humains pensent le monde et se définissent par les images qu'ils diffusent d'eux-mêmes. Mais derrière cette surexposition d'égoportraits

**Car l'art de l'égoportrait si chèrement maîtrisé par Montaigne n'a rien de rassurant. Sceptique jusqu'aux bouts des doigts, il doute du pouvoir de la raison quant à sa capacité à trouver des vérités universelles.**

rendue possible grâce aux téléphones « intelligents » et autres gadgets dans l'ère du temps, ne se cache-t-il pas un essai plus ou moins fructueux pour masquer l'ahurissante insignifiance de nos existences ordinaires et éphémères? Dit autrement, se peut-il que cette célébration d'ego traduise en fait un malaise où le besoin de se travestir en ayant recours à des portraits envoyés sur Instagram évite justement de plonger dans les profondeurs de l'introspection sans laquelle on peut difficilement se comprendre, se découvrir et se saisir? C'est à cette exploration de soi que le philosophe Michel Eyquem de Montaigne (1533-1592), auteur des non moins célèbres *Essais*, convie le lecteur. Tout comme lui, il encourage ce dernier afin qu'il prenne le pinceau pour brosser son autoportrait dont l'appréciation ne se jugera qu'à la manière dont l'artiste aura réussi à former sa vie. Car, comme l'écrit avec justesse le philosophe: « J'ai mis tous mes efforts à former ma vie. Voilà mon métier, et mon ouvrage. » (Livre II, chap. 37) C'est donc à un projet de création de soi, réel et authentique, que le lecteur est invité en parcourant les pages des *Essais*. Un projet existentiel d'autant plus engageant qu'il exige un temps d'arrêt propice à l'introspection et un déploie-

ment d'efforts que jamais un « post » (envoi) instantané ne pourra égaler.

**Un humaniste sans crainte de parler de lui-même**

Homme de la Renaissance, à la fois amateur de voyages et citoyen engagé qui ne manqua pas d'occuper des charges publiques au cours de son existence, Montaigne fut l'homme des *Essais*, dont les trois livres jouissent actuellement d'un intérêt renouvelé auprès des essayistes. (Sur le sujet, lire *Un été avec Montaigne* d'Antoine Compagnon, éditions de s. E. q. u. a. t. e. u. r. s., 2013.) Et cela s'explique par une évidence: comment ne pas éprouver de la sympathie pour un philosophe qui a fait de la question « Qui suis-je? » le cœur ainsi que la raison d'être de son projet d'écriture? C'est en digne successeur de Socrate qu'il prend le relais en faisant du fameux « *Connais-toi toi-même* » le leitmotiv de son œuvre.

Difficile alors de résister au charme dans la mesure où Montaigne, par son projet d'écriture de soi, opère une révolution dans les idées puisque ce n'est plus Dieu qu'il veut célébrer (ce fut l'entreprise de la scolastique au Moyen Âge), mais son âme, son corps; en bref, son existence tout entière. Écoutons-le: « *Je veux qu'on m'y voie en ma façon simple, naturelle et ordinaire, sans contention [effort] ni artifice: car c'est moi que je peins. Mes défauts s'y liront au vif et ma forme naïve [naturelle] [...]* » (Avertissement au lecteur, préface au Livre I.)

**Montaigne portraitiste**

Ainsi, ce Montaigne, à peine âgé de 38 ans et choisissant de mener une vie oisive pour méditer sur le temps qu'il lui reste à vivre, aurait été le pre-

« Certes, nous avons étrangement surpayé ce beau discours de quoi nous nous glorifions, et cette capacité de juger et connaître, si nous l'avons achetée au prix de ce nombre infini de passions auxquelles nous sommes incessamment en prise »

Extrait des *Essais* de Montaigne

mier, par l'écriture, à proposer une sorte d'autoportrait... ou de « selfie », d'égoportrait philosophique? Disons-le franchement: oui!

D'abord, évitons un malentendu: pour cet humaniste français, l'encre et la plume ne remplissent pas la même fonction que l'iPhone 6 qui, par l'image ou la vidéo, tente d'élever nos actions issues du quotidien au rang des épopées homériques. Jouissant d'une érudition incroyable — en plus de parler le latin depuis l'âge de sept ans, il connaissait les classiques de la littérature gréco-romaine (Cicéron, Horace, Plutarque, Lucrèce, etc.) —, Montaigne ne se peint pas pour se survaloriser ni pour s'élever sur un piédestal, mais pour brosser le portrait de l'homme en général duquel son propre moi est issu. Cette intuition géniale ne l'a jamais quitté: « *Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition.* » (Livre III, chap. 2.) Jamais l'individualisme émergent des *Essais* ne se transforme en un narcissisme outré: avec une authenticité déconcertante, il parle de son physique plutôt banal, de son inconstance, de ses trous de mémoire, de sa santé défaillante. Le lecteur est captif de ces propos qui révèlent les imperfections, graves et légères, qui affligent l'humaine nature. Si la peinture de soi conduit à une connaissance de soi plus circonspecte, Montaigne refuse tout compromis à son égard comme à l'endroit des autres hommes. Le tableau qu'il dessine n'a rien de réjouissant au premier coup d'œil pour les êtres rationnels que nous sommes censés être: « *Nous avons pour notre part*

*l'inconstance, l'irrésolution, l'incertitude, le deuil, la superstition, la sollicitude [inquiétude] des choses à venir, voire après notre vie, l'ambition, l'avarice, la jalousie, l'envie, les appétits déréglés, forcés et indomptables, la guerre, le mensonge, la desloyauté [...]* et la curiosité. Certes, nous avons étrangement surpayé ce beau discours de quoi nous nous glorifions, et cette capacité de juger et connaître, si nous l'avons achetée au prix de ce nombre infini de passions auxquelles nous sommes incessamment en prise. » (Livre II, chap. 12.)

**Un portrait presque humiliant**

C'est un constat: Montaigne ne s'illusionne pas sur la nature humaine, loin de là. La réalité de notre condition semble bien triste, et c'est peut-être pour oublier ces représentations disgracieuses issues de nos travers et de nos dérèglements que nous nous surexposons avec autant d'acharnement sur les réseaux sociaux. Car l'art de l'égoportrait si chèrement maîtrisé par Montaigne n'a rien de rassurant, bien au contraire. Sceptique jusqu'au bout des doigts, il doute du pouvoir de la raison quant à sa capacité à trouver des vérités universelles. Pour lui, rien n'est plus faillible que la faculté de juger. Vivre, exister, c'est marcher à tâtons avec une lanterne dont la faiblesse de la flamme recommande la plus grande prudence. Observateur de son siècle, le philosophe sait où le monopole de la vérité peut conduire. Peut-on imaginer Montaigne, un iPhone à la main, offrant sa moue à la postérité devant les cadavres des protestants empi-

lés après le massacre de la Saint-Barthélemy?

**Peinture de soi et art de vivre**

Il y a probablement lieu de désespérer de notre condition en nous contemplant dans les miroirs que sont les *Essais*. Toutefois, Montaigne rappelle qu'il a su tirer profit de son expérience d'homme en s'adonnant à la philosophie comme une consolation. Comme l'enseignaient les Grecs et les Romains, la philosophie est plus qu'un art de penser: c'est un art de vivre qui peut guider l'âme sur les traces d'un bonheur terrestre, donc accessible. Et c'est ici que la plume de Montaigne se fait légère et dansante: après avoir peint un tableau de la condition humaine rapporté à sa juste proportion quoiqu'un brin pessimiste, il s'emploie à montrer qu'un devoir incombe à chaque humain: savoir méditer et manier sa vie. Telle est la signification de son « vivre à propos »: une démarche intellectuelle et pratique — à l'image des stoïciens et des épicuriens — par laquelle chacun doit se doter d'une sagesse ou, mieux encore, d'un art de vivre. Le véritable problème de fond auquel le moi fait face est d'ordre éthique: « *Composer nos mœurs est notre office, non pas composer des livres, et gagner non pas des batailles et provinces, mais l'ordre et la tranquillité à notre conduite. Notre grand et glorieux chef-d'œuvre, c'est vivre à propos. Toutes autres choses, régner, thésauriser [amasser de l'argent], bâtir n'en sont qu'appendicules [appendices] et adimanicules [moyen ou appui].* » (Livre III, chap. 13.)

**Montaigne face à l'avalanche d'égoportraits**

Comment le philosophe aurait réagi devant ce déferlement virtuel de poses, de mimiques, de sourires (« Duck face ») et d'exploits mortellement ordinaires qui, au fond, n'en sont pas? Sûrement qu'il sourirait dans la mesure où, pour être un vrai sceptique, il faut savoir rire de soi et des autres puisque nous ne sommes pas à une contradiction près. Cependant, il y a fort à parier qu'il aurait noté que le projet de réponse à la question primordiale « Qui suis-je? » connaît une dérive en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle puisque l'avalanche de « selfies » sous laquelle les réseaux croulent se situe à l'antithèse de la quête de soi montaignienne. L'instantanéité de l'image digitalisée rendue possible par les innovations de la technologie a bel et bien fini par supplanter la réflexion et la méditation que suppose une démarche un tant soit peu sérieuse d'introspection. Qu'autrui puisse me révéler à moi-même, c'est un fait reconnu par Montaigne. À la différence que le « *Connais-toi toi-même* », s'il revêt encore une valeur aujourd'hui et, qui plus est, demeure un souci d'authenticité même auprès des diffuseurs compulsifs d'égoportraits, n'est plus associé à une quête de soi. C'est plutôt le regard des autres, la reconnaissance de soi mesurée par la montée exponentielle du nombre de « j'aime », qui est devenu l'étalon de mesure du rapport à soi. Si le plus grand des métiers consiste à vivre (« *Mon métier, mon art, c'est vivre.* » Livre II, chap. 6), sûrement que notre philosophe trouverait que l'air du temps a fini par avoir raison de sa devise puisqu'il est devenu plus crucial, à nos yeux, que les autres nous voient vivre. La « selfie-fiction » a bel et bien dépassé la réflexion sur soi.

Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com). Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: [www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo](http://www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo)



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

L'enseignant de philosophie Stéphane Delisle avance que, pour l'humaniste français Montaigne, l'encre et la plume ne remplissent pas la même fonction que l'iPhone 6 qui, par l'image ou la vidéo, tente d'élever nos actions issues du quotidien au rang des épopées homériques.